

éditorial

LES ASSISES DE LA DÉMOCRATIE

IL ne faut voir nulle perfidie dans le fait que « Tribune Socialiste » a attendu, pour en parler, le temps que se calment les remous, le temps du silence. Le phénomène « clubs » n'est pas de ceux qui se développent à la lumière des projecteurs, et l'on est mieux placé pour s'interroger à son sujet lorsque la pression de l'actualité a été réduite à sa vraie dimension.

« Assises de la démocratie », le titre était pompeux. On s'en est aperçu, on l'a dit, un peu tard peut-être. Le rassemblement de Vichy manifeste à la fois d'étonnantes naïvetés et une réalité très vivante.

Réunir onze cents personnes, qui voyageaient à leurs frais, en un lieu aussi excentré que Vichy n'était pas si facile. C'est une performance d'autant plus remarquable que, hors le cas de « Citoyen-60 », les clubs les plus importants sont enracinés chacun dans une seule ville : Jean-Moulin, à Paris ; Tocqueville, à Lyon ; « Démocratie Nouvelle », à Marseille. Au total, il est venu du monde de la France entière, les régions les moins représentées étant le Nord et l'Alsace.

Il y a donc incontestablement une réalité des clubs, née voici quelque cinq ou six ans. La rencontre de Vichy était marquée par l'enthousiasme de la consécration, la satisfaction de constater que l'entreprise tenait, que les assises faisaient recette au-delà même des espérances de leurs animateurs. Mais ces assises marquent en même temps la fin d'une adolescence, l'arrivée au niveau des responsabilités. On a dit ici et là que les clubs avaient rencontré leurs limites. Peut-être est-ce trop sévère : disons en tout cas qu'ils ont rencontré leurs vrais problèmes.

La réalité des clubs, telle qu'elle s'est révélée à Vichy, est très hétérogène. Certains sont des groupes d'études, d'autres des formations parasyndicales, la plupart des groupes de pression politiques localisés, aux allures de sociétés de pensée. On y trouve aussi des groupes dont le seul dessein est de provoquer le dialogue entre toutes les catégories de citoyens de ce pays et des associations d'éducation populaire, ces deux derniers types d'organisations se refusant à toute prise de position politique au sens strict.

Dans la généralité des cas, ces clubs sont nés de la volonté ressentie dans des milieux divers et notamment parmi les anciens des mouvements de jeunesse ou certains syndicalistes d'aborder les problèmes de la Cité en évitant la lourdeur du mécanisme des partis, et surtout en refusant d'employer leur langage abstrait et leurs méthodes par trop procédurières. Pourquoi ne pas reconnaître que cette critique à l'endroit des partis était souvent justifiée, et que cette nouvelle approche des problèmes politiques nous aura valu beaucoup de travaux utiles, de recherches intelligentes, de propositions ou de projets plus fouillés que ce que font d'ordinaire les partis de gauche ?

Sur ce terrain, on s'est retrouvé, à Vichy. Bien que les rapports aient manifestement souffert du désir de « faire simple » et de mettre tout le monde d'accord, les discussions restèrent fort sérieuses, parfois arides. Dans certains cas, comme les problèmes de la démocratie dans la vie professionnelle et les structures régionales, la technicité de la réflexion a permis d'apporter des éléments utiles en évitant cependant de poser les pro-

blèmes les plus brûlants. Ainsi, la question de savoir si le syndicalisme doit avoir pour objectif principal la contestation, le contrôle ou la participation à la gestion n'est pas nettement abordée. De la même manière, le problème de la nature et des pouvoirs des assemblées régionales élues, ainsi que le problème de savoir si l'on peut envisager sérieusement une Europe autonome sur le plan économique en y incluant l'Angleterre et ce que cela implique comme sacrifices au libéralisme, tout cela n'est pas non plus évoqué.

Il ne convient guère d'être trop sévère sur ce point : depuis le temps que les partis prétendent avoir vocation à parler de tout, et considèrent comme de leur devoir de prendre position sur tout, ils ont aussi fait preuve de beaucoup d'irresponsabilité et d'impuissance.

Les clubs avaient donc quelques leçons de méthode, de précision, de sérieux dans le travail, et de modestie devant les problèmes, à donner aux partis. Voilà qui est fait.

•

Mais les assises de Vichy nous ont appris autre chose : leurs limites sont apparues plus nettement qu'eux-mêmes comme leur observateurs ne les attendaient.

En premier lieu, l'homogénéité de leur recrutement est, d'une certaine manière, une faiblesse. Cadres moyens, cadres supérieurs et professions libérales, telle est, limitativement, la population des clubs présente à Vichy. Dynamique, désintéressée, avide d'information, sympathique, cette population trop sûre d'elle-même ignore complètement qu'il existe d'autres couches sociales en France, et tous les débats se sont déroulés comme si le langage tenu avait vocation à être universellement reçu. On peut douter que paysans, employés, ouvriers, commerçants ou instituteurs acceptent facilement le langage des clubs comme le leur.

En second lieu, la politique est contraignante. La politique a ceci de commun avec la médecine qu'il ne suffit pas d'en parler pour en faire. Entre les études et la compétition directe pour le pouvoir, il y a un fossé

immense qui est le drame des clubs. Certains animateurs de la rencontre de Vichy avaient vu dans la campagne Defferre un moyen de résoudre le problème par le sommet : derrière un candidat de grande notoriété, qui parlerait un langage neuf, mais précis, concret comme on l'aime dans les clubs, se ferait petit à petit l'apprentissage du combat politique, avant d'en venir à des choses aussi ternes que des compétitions municipales. Mais les choses n'ont pas tourné exactement comme le souhaitaient certains. Les syndicalistes de ce pays ne sont guère prêts à s'engager dans la présente conjoncture, le candidat est désespérément vague dans ses prises de position, et il reste très S.F.I.O. Tout ceci a été ressenti avec impatience, et le discours de clôture des assises a comporté une mise en garde très nette : les clubs ont, comme beaucoup d'autres avant eux, fini par remarquer qu'on ne pouvait s'engager que sur des propositions relativement nettes.

Le pas décisif vers la lutte politique n'est donc pas franchi. Notre sentiment est qu'il ne pouvait pas l'être dans la situation actuelle. Les clubs resteront donc soumis à cette contradiction fondamentale qu'ils se définissent par rapport à la vie politique, sans oser se donner les moyens de l'aborder franchement. On aurait pu relever leurs autres contradictions comme, par exemple, la vigueur des réactions devant les positions laïques. Mais ce n'est peut-être pas le plus important. Les assises ont fait apparaître les clubs comme une force politique, alors que beaucoup de leurs membres n'acceptent pas les servitudes correspondantes. Dans des organismes aussi peu structurés, aussi souples, cette contradiction deviendra vite insupportable. C'est le problème des clubs pour les années qui viennent. On peut le traduire autrement : il faut qu'ils choisissent clairement les solidarités qui les lient. L'ambiguïté leur est permise tant qu'ils ne sont que des groupes d'études. Au-delà, les choix sont douloureux.

Georges Servet.